

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Hebdomadaire

123, rue Montmartre, Paris

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Noskistes et Reconstructeurs (*Boris Souvarine*). — Le Parlementarisme et la lutte pour les Soviets (*G. Zimoviev*). — La Ligue des Nations et les Petits Etats (*S. J. Rutgers*). — L'Instruction populaire dans la Russie des

Soviets (*A. Lounatcharsky*). — Réponse aux reconstructeurs anglais. — L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat (*N. Lénine*). — Protestation. — Mise en garde. — Edifiante correspondance.

Noskistes et Reconstructeurs

L'attitude des deux délégués de la majorité socialiste (reconstructeurs et social-patriotes désormais confondus) envoyés en Allemagne, Mistral et Caussy, mérite d'être examinée de près. Elle permet, mieux que les déclarations sans lendemain et les résolutions vaines, de déterminer la position de cette majorité dans le mouvement socialiste international.

Mistral et Caussy furent envoyés en Allemagne après le Congrès de Strasbourg, qui avait voté, à une immense majorité, la rupture avec la 2^e Internationale. On n'osera pas contester que l'argument essentiel en faveur de cette rupture était, pour nos majoritaires, l'impossibilité de conserver des rapports avec le vieux parti social-démocrate allemand, complice et responsable des massacres de prolétaires allemands sous la direction des Ebert, Noske, Bauer et autres Gallifet.

Des articles de Mistral et Caussy parus dans l'*Humanité*, il résulte que nos deux reconstructeurs, chargés « de conférer avec les socialistes indépendants et les communistes », n'ont eu rien de plus pressé que de s'aboucher avec les massacreurs du peuple allemand et avec les représentants de la 2^e Internationale, complice active de tous les massacres qui se sont succédés en Europe depuis 1914. Tout le monde a pu lire, dans l'*Humanité*, un article de Mistral, véritable apologie déguisée de la thèse contre-révolutionnaire des noskistes, exposée sans contre-partie. Tout le monde a pu lire aussi, dans les correspondances de Caussy, une série d'aveux dépouillés d'artifice, résumés

par la phrase : « *Nous ne voyons pas les Indépendants ; ils nous évitent et, quand ils sont avec nous, évitent de nous parler du mouvement présent. Il est vrai que Mistral et moi vivons ici — forcément — avec des gens de la 2^e Internationale* ». Forcément, est admirable. Enfin, tout le monde a lu avec stupeur ces lignes de Caussy, après lesquelles on ne s'étonnera plus : « *Les majoritaires ont demandé aux délégués de la 2^e Internationale et aux socialistes français présents à Berlin, de publier un manifeste invitant la classe ouvrière à s'unir pour défendre la République et développer les premières conquêtes de la Révolution. Mistral et moi avons signé ce manifeste dans l'idée de lier les majoritaires à la politique de gauche, dont ils reconnaissent de bouche la nécessité* ».

Ainsi, sur l'invitation des assassins de Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de Tychko, de l'élite du prolétariat allemand, de la Révolution communiste elle-même, les deux reconstructeurs français ont signé un manifeste ignominieux, suintant le mensonge, l'hypocrisie et l'imposture, et leurs noms voisinent avec ceux des hommes à tout faire de Vandervelde. Par ce manifeste, les signataires « *sont unanimes à adresser au prolétariat allemand l'expression de leur sympathie et leurs ardentes félicitations pour la victoire qu'il vient de remporter sur la caste militaire...* » fourberie tendant à présenter le remplacement de Noske par un mirailleur de même espèce comme une victoire prolétarienne, et à masquer le militarisme des socialistes du kaiser, dont la féro-

cité n'a rien à envier au militarisme de Kapp et de Luttwitz. Les signataires comptent sur le prolétariat « pour arracher définitivement aux junkers la puissance militaire ». Ouais! et la donner à qui? A ces social-démocrates qui ont noyé dans le sang l'insurrection spartakiste de 1919 et qui exterminent actuellement les communistes de la Ruhr. Enfin, les conseillers aux plaisanteries atroces « adjurent leurs camarades appartenant à toutes les fractions socialistes de faire, dans les graves circonstances actuelles, abstraction de leurs préférences de tendances et d'unir leur action pour affermir la République et pour développer les premières conquêtes de la Révolution allemande ». Autrement dit, et en termes clairs, ils invitent les assassinés à s'unir avec leurs assassins, les martyrs à s'allier à leurs bourreaux, pour affermir la République bourgeoise, ploutocratique et militariste, et pour développer ces précieuses conquêtes que sont, pour les communistes, le droit d'être privés de droits, de ne pouvoir publier de journaux, de se réunir dans des caves ou derrière des murailles de rideaux, d'agir clandestinement s'ils ne sont pas mouchardés, et de conserver sur leurs épaules leur tête, mise à prix 30.000 marks, à condition de ne pas mettre le nez dehors.

Après ce beau travail, Mistral revint à Paris, où il apprit à ses camarades qu'il n'y a pas de communistes à Berlin. Le mouvement communiste n'est qu'un mythe! Cela fut abondamment confirmé par Caussy, qui restait à Berlin, d'où il envoyait des lettres à l'*Humanité*. Il écrivait le 15 mars : « Il est certain qu'à Berlin, il n'y a pas trace de mouvement communiste, pas trace non plus d'organisation bolcheviste russe, etc. ». Le 17 : « Les Anglais affectent plus que jamais de croire au danger communiste ». Plus loin : « Les majoritaires affectent, en effet, de croire au danger bolcheviste, etc. ». Plus loin : « Et jusqu'ici, toujours pas trace de spartakisme à Berlin. Le gouvernement cherche seulement, en agitant ce spectre, à conserver l'armée la plus nombreuse possible, et surtout à rester au pouvoir ». Et ainsi de suite.

Il est facile de comprendre comment et pourquoi Caussy est tombé dans une telle erreur de négation systématique et absurde du mouvement communiste : cela ressort de sa correspondance. Caussy ne quitte pas les milieux officiels, va du Central-Hôtel au *Vorwaerts*, de la Bendlerstrasse à la Wilhelmstrasse, se promène Unter den Linden, mais se garde bien d'aller dans Gross-Berlin, dans les faubourgs ouvriers, et ne cherche pas à pénétrer dans les milieux communistes. Il se fie aux racontars de la mission militaire française, des socialistes majoritaires ou des hommes de la droite des Indépendants. De même, les étran-

gers qui, de bonne foi peut-être, s'informaient dans les salles de rédaction des journaux mencheviks, socialistes de droite, ou bourgeois, dans les ambassades et les légations, à Pétersbourg, ont nié le mouvement bolchevik et n'ont rien compris aux événements qui démentaient régulièrement leurs assertions.

Un homme de la valeur et de l'érudition de Caussy aurait dû se garder de puiser ses informations à des sources aussi suspectes. Tout au moins, sa documentation ne devrait-elle pas être unilatérale. Mais l'habitude de fréquenter ce qu'on appelle « les hautes sphères » où règnent le mensonge et la duplicité, la collaboration à la revue réactionnaire *Le Correspondant*, les amitiés contractées dès le premier jour avec les ennemis du mouvement communiste, tout cela a fourvoyé Caussy, qui aurait pu rendre d'immenses services à notre cause, et qui la dessert ouvertement aujourd'hui. Triste déchéance que subir l'influence des traîtres de la social-démocratie allemande et de se trouver servir leurs desseins quand le prolétariat socialiste universel les flétrit avec colère. Rôle peu glorieux que d'avoir rabaisé l'*Humanité* au niveau où elle était, quand, par la plume de Séverac, de Kritchevsky et d'autres, elle accablait les communistes russes d'injures et d'accusations. Les communistes allemands, eux, sont traités par le mépris et la conspiration du silence. Quand certains collaborateurs daignent reconnaître leur existence — après l'avoir niée la veille — c'est pour déformer leur action ou dénaturer leurs paroles. Et le prolétariat français continue d'ignorer la lutte héroïque du prolétariat communiste allemand, ce qui écarte toute action de solidarité de celui-là au profit de celui-ci, la connaissance réciproque précédant l'action mutuelle.

On objectera que Mistral et Caussy n'ont pas seuls présenté et commenté au public socialiste français les événements d'Allemagne, que Marcel Cachin, Paul Louis et Grumbach se sont également emparés du sujet. Précisément, nous avons toujours signalé que les idées et l'activité des reconstructeurs ont pour caractéristique essentielle la contradiction. Signaler les myriades de contradictions qui pullulent dans les articles des cinq commentateurs des choses d'Allemagne serait un travail d'Hercule, et d'ailleurs, chacun des cinq ne doit pas lire sans inquiétude les observations du voisin. Mais où est la thèse officielle de la majorité? Qui la traduit, de Mistral, de Caussy, de Cachin, de Paul Louis, de Grumbach? La substitution d'un pouvoir de répression militariste Bauer, puis Muller, au pouvoir éphémère de répression militariste Kapp-Luttwitz, est-elle pour le prolétariat une victoire, comme

dit l'un, ou une défaite, comme dit l'autre? Le Parti français, à Strasbourg, a-t-il rompu avec la 2^e Internationale, oui ou non? La majorité approuve-t-elle ses deux représentants qui ont obéi aux suggestions des noskistes et servi leurs calculs? Toutes questions qui appellent une réponse, sans laquelle seront solidarisés tous les reconstruc-teurs (et nous ne demandons pas mieux).

Mais nous oublions le commentaire d'un sixième reconstruc-teur, qui a dit son mot dans l'*Humanité* du 5 avril : « *La mesure est comble* » dit Renoult, qui conclut ainsi son article : « *Il était temps qu'à Strasbourg notre*

Parti accomplît le geste qui, entre autres avantages, aura celui de nous préserver de tout contact avec les majoritaires d'Allemagne ». Nous simons à croire que le citoyen Renoult ne lit pas le journal auquel il collabore, sans quoi il n'eût pas proféré l'exclamation naïve qui souligne l'énormité des incartades de Mistral et de Caussy. Quoi qu'il en soit, les reconstruc-teurs qui se désolidarisent de leurs camarades dans le privé devraient se hâter de le faire en public, à moins qu'ils ne préfèrent, par leur silence officiel, rester solidaires des noskistes.

Boris SOUVARINE.

LE PARLEMENTARISME ET LA LUTTE POUR LES SOVIETS

Lettre-Circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Nous publions ici un document de première importance, exprimant le point de vue de l'Internationale communiste sur la question du Parlementarisme. Les reconstruc-teurs ont vainement tenté de tromper le Parti socialiste français, en essayant de se réclamer de l'autorité des chefs communistes russes pour servir leur électoralisme réformiste. La circulaire de Zinoviev, qui aurait dû être publiée avant les élections du 16 novembre, met les choses au point.

Chers camarades,

La phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose entre autres questions, de façon très impérieuse, la question du parlementarisme. En France, en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, tandis que la lutte des classes devient plus âpre, tous les éléments révolutionnaires, en s'unissant ou en coordonnant leur action sur le mot d'ordre du pouvoir des Soviets, adhèrent au mouvement communiste. Les groupes anarchistes-syndicalistes et parfois des groupes qui simplement s'intitulent anarchistes entrent ainsi dans le courant général. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste le constate avec joie.

En France, le groupe syndicaliste du camarade Péricat forme un Parti communiste (*Note de la Rédaction : Ce parti est aujourd'hui dissolu et l'on ignore ce qui en subsiste. Mais ses membres entrent pour la plupart dans le Comité de la 3^e Internationale, régulièrement affilié à l'Internationale communiste.*) ; en Amérique, et partiellement en Angleterre, la lutte pour les soviets est menée par des organisations telles que celles des I. W. W. (Industrial Workers of the World). Ces

groupes et ces tendances ont toujours activement combattu les méthodes parlementaires. D'autre part, les éléments du parti communiste issus des partis socialistes, sont enclins pour la plupart, à admettre aussi l'action parlementaire (groupe Lorient en France, membres de la I. S. P. en Amérique, membres de l'I. L. P. en Angleterre). Tous ces courants qui doivent être à tout prix et au plus tôt unis dans les cadres du Parti communiste, ont besoin d'une tactique unique. La question doit donc être tranchée d'une façon générale et le Comité Exécutif de l'Internationale communiste adresse à tous les partis fraternels la présente lettre consacrée à cette question.

La plate-forme commune sur laquelle il faut s'unir, c'est actuellement la reconnaissance de la lutte pour la dictature au prolétariat sous la forme du pouvoir des soviets. L'histoire a posé la question de telle façon que c'est précisément à ce sujet qu'a été précisée la limite entre le Parti du Prolétariat révolutionnaire et les opportunistes, entre les communistes et les social-traitres, quelle que soit leur étiquette. Ce qu'on appelle le centre (Kautsky en Allemagne, Longuet en France. I. L. P. et certains éléments du B. S. P. en Angleterre, Hilquitt en Amérique), constitue, malgré toutes les assurances contraires, une tendance objectivement antisocialiste, parce qu'elle ne veut et ne peut combattre pour la dictature du prolétariat. Et par contre, les groupes et les partis qui, par le passé n'admettaient aucune lutte politique (par exemple, certains groupes anarchistes), reconnaissant le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat, ont par là-même renoncé à leur caractère apolitique, en admettant l'idée de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, qui est nécessaire pour vaincre la résistance de la bourgeoisie. Nous avons

ainsi, répétons-le, une plate-forme commune — celle de la lutte pour la dictature des soviets.

Ces anciennes subdivisions du mouvement ouvrier sont évidemment périmées. La guerre a entraîné un nouveau regroupement. De nombreux anarchistes ou syndicalistes qui professent la négation du parlementarisme, se sont, pendant les cinq années de guerre, conduits d'une façon aussi vile et aussi traître que les anciens chefs de la social-démocratie officielle qui ne juraient que par Marx. Ce regroupement des forces s'accomplit d'après une nouvelle ligne : pour la révolution prolétarienne, pour les soviets, pour la dictature, pour l'action des masses, jusqu'à l'insurrection armée inclusivement — ou contre. Telle est de nos jours la question fondamentale. Tels sont les critères essentiels. Telles sont les insignes sous lesquels se formeront et se forment les nouvelles unions.

Quel est le rapport entre la reconnaissance du principe des soviets et le parlementarisme ? Il faut ici distinguer avec soin deux questions qui n'ont entre elles aucun lien logique : celle du parlementarisme considéré comme une forme désirable d'organisation de l'état et celle de l'utilisation du parlementarisme afin de concourir à la révolution. Les camarades confondent souvent ces deux questions, ce qui sur le terrain de la lutte pratique, est de l'effet le plus fâcheux.

Examinons tour à tour chacune de ces questions et tirons toutes les conclusions nécessaires. Quelle est la forme de la dictature prolétarienne ? Nous répondons : les soviets. Une expérience d'une signification mondiale l'a démontré. Le pouvoir des soviets est-il compatible avec le parlementarisme ? Non, trois fois non ! Il est absolument incompatible avec les parlements existants parce que la machine parlementaire représente la puissance concentrée de la bourgeoisie. Les députés, les Chambres, les journaux, leur système de corruption, les liens des parlementaires dans la coulisse avec les grandes banques, leurs relations avec tous les appareils de l'état bourgeois sont autant de chaînes aux pieds de la classe ouvrière. Il les faut briser. La machine gouvernementale de la bourgeoisie, et par conséquent le parlement bourgeois doit être brisée, dispersée, anéantie, et il faut organiser sur ses ruines un nouveau pouvoir celui des unions ouvrières de classe, celui des « parlements » ouvriers c'est-à-dire les soviets. Seuls les traîtres de la classe ouvrière peuvent leurrer les ouvriers en leur faisant espérer une transformation sociale par des moyens pacifiques, par des réformes parlementaires. Ces gens sont les pires ennemis de la classe ouvrière et il faut les combattre impitoyablement ; aucun compromis n'est admissible avec eux. Aussi notre mot d'ordre est-il pour tout pays bourgeois : *A bas le Parlement ! Vive le pouvoir des soviets !*

Mais on peut poser la question suivante : Soit. Vous n'admettez pas le pouvoir des parlements bourgeois actuels ; mais pourquoi ne pas organiser de nouveaux parlements plus

démocratiques basés sur un véritable suffrage universel ? A cela nous répondons : Pendant la révolution socialiste, la lutte est tellement âpre que la classe ouvrière doit agir promptement, de façon décisive, sans admettre dans son sein, dans son organisation du pouvoir, des ennemis de classe. A ces exigences les soviets d'ouvriers, de soldats, de marins, de paysans élus dans les fabriques, les usines, les fermes, les casernes, satisfont seuls. Ainsi se pose la question de la forme du pouvoir prolétarien. Et maintenant il faut renverser le gouvernement bourgeois des rois, des présidents, des parlements, des chambres de seigneurs, des assemblées constituantes. Toutes ces institutions sont pour nous des ennemis jurés que nous devons anéantir.

Passons maintenant à la deuxième question fondamentale : *Peut-on utiliser les Parlements bourgeois* dans le but de développer la lutte de classes révolutionnaires ? Cette question, comme nous l'avons dit plus haut, n'a aucun lien logique avec la première. En effet, c'est que l'on peut tendre à détruire une organisation en y entrant, « en l'utilisant ». Nos ennemis de classe le comprennent parfaitement bien quand ils se servent dans leur propre dessein des partis socialistes officiels, des trade-unions, etc... Prenons un exemple. Les communistes bolcheviks russes participèrent aux élections de l'Assemblée Constituante. Ils y siégèrent, mais il vinrent pour dissoudre au bout de vingt-quatre heures cette assemblée et réaliser totalement le pouvoir des soviets. Le Parti bolchevik a eu ses députés à la Douma d'état du tzar. Reconnut-il alors cette Douma comme une forme de l'organisation de l'état idéale, ou simplement admissible ? Il serait insensé de le supposer. Il y envoyait ses représentants pour y attaquer de ce côté aussi l'appareil gouvernemental du tsarisme, pour contribuer à la destruction de cette même Douma.

Ce n'est pas pour rien que le gouvernement du tzar condamna les « parlementaires » bolcheviks aux travaux forcés pour « haute trahison ». Les députés bolcheviks menaient aussi en profitant — ne fût-ce que momentanément — de leur « inviolabilité » l'action illégale, organisant les masses pour monter à l'assaut du tsarisme. Mais une telle action « parlementaire » n'a pas été vue en Russie. Prenez l'Allemagne et le travail de Liebknecht. Feu notre camarade a été un révolutionnaire modèle ; n'était-ce pas un acte éminemment révolutionnaire que d'appeler du haut de la tribune du Landtag prussien les soldats à la révolte contre ce même Landtag ? Sans doute, et nous voyons ici maintenant combien est admissible et profitable une pareille attitude. Si Liebknecht n'avait pas été député, il n'aurait jamais pu manifester une telle activité ; ses discours n'eussent pas eu une pareille portée. L'exemple du travail parlementaire des communistes suédois nous en convainc aussi. En Suède le camarade Högglund a joué et joue le même rôle que Liebknecht en Allemagne. Profitant de son siège de député il contribue à la destruction du sys-

tème parlementaire bourgeois. Personne en Suède n'a fait autant pour la cause de la révolution et pour la lutte contre la guerre que notre ami. Nous voyons le même fait en Bulgarie. Les Communistes bulgares ont utilisé avec succès, pour des fins révolutionnaires, la tribune parlementaire. Aux dernières élections ils ont obtenu 47 sièges. Les camarades Blagoev, Kirkov, Kolarov et d'autres leaders du mouvement communiste bulgare savent contraindre la tribune parlementaire à servir la cause de la révolution prolétarienne. Un tel travail « parlementaire » exige une hardiesse et un tempérament révolutionnaire exceptionnels : ici, en effet, les hommes sont à un poste particulièrement dangereux. Ils minent la position de l'ennemi dans son propre camp ; ils entrent au Parlement, non pour recevoir cette machine entre leurs mains, mais pour aider les masses, à la faire sauter du dehors.

Ainsi, sommes-nous pour la conservation des Parlements bourgeois démocratiques en tant que forme de gouvernement de l'Etat ?

Non, en aucun cas. Nous sommes pour les Soviets. Sommes-nous pour l'utilisation des Parlements au profit de notre travail communiste, tant que nous n'avons pas la force de les renverser ?

Oui, mais en observant diverses conditions.

Nous savons très bien que ni en France, ni en Amérique, ni en Angleterre, il n'y a eu parmi les ouvriers de parlementaires révolutionnaires. Mais cela ne prouve pas que la tactique que nous croyons bonne, soit erronée. Toute la question réside en ce fait qu'il n'y a jamais eu dans ces pays de parti révolutionnaire tel que les bolchevistes russes et les spartakistes allemands. Si un tel parti existe tout peut changer. Il faut en particulier : 1° que le centre de gravité de la lutte soit situé hors du Parlement (dans les grèves, les insurrections et les autres formes de la lutte des masses) ; 2° que les interventions au Parlement correspondent à cette lutte ; 3° que les députés prennent part au travail illégal ; 4° qu'ils agissent sur mandat du Comité central du parti, en se soumettant à lui ; 5° que dans leurs interventions ils ne s'embarrassent pas des formes parlementaires (qu'ils n'aient pas peur de se heurter à la majorité bourgeoise, qu'ils sachent parler par-dessus sa tête, etc.) Faut-il ou non, participer, à tel moment donné, à telle campagne électorale — cela dépend de toute une série de conditions concrètes qui, dans chaque pays, doivent être, au moment opportun spécialement examinées. Les bolcheviks russes ont été pour le boycottage des élections à la première Douma en 1906. Six mois plus tard, ils étaient pour la participation aux élections à la deuxième Douma, quand il fut prouvé que la domination des bourgeois propriétaires durerait encore en Russie pendant quelques années. Avant les élections pour l'Assemblée constituante allemande en 1918 une partie des spartakistes voulait y participer ; l'autre y était opposée. Mais le parti resta un parti communiste unique.

Nous ne pouvons renoncer en principe à utiliser le parlementarisme. Le parti bolche-

vik en Russie au printemps 1918, étant déjà au pouvoir, déclara à son 7^e Congrès, dans une résolution spéciale que si par la suite d'un concours de circonstances particulières, la bourgeoisie parlementaire prenait de nouveau momentanément le dessus, les communistes russes pourraient être contraints à tirer de nouveau parti du parlementarisme bourgeois. Il ne faut donc pas se lier les mains à cet égard.

Ce que nous voulons surtout souligner, c'est que la véritable solution de la question a lieu dans tous les cas hors de l'enceinte du Parlement, dans la rue. Il est maintenant évident que la grève et l'insurrection sont les seules méthodes de lutte décisive entre le Travail et le Capital. C'est pourquoi les principaux efforts de tous les camarades doivent être concentrés sur le travail de la mobilisation des masses ; création du parti, création de nos groupes dans les associations professionnelles et conquête de celles-ci ; organisation des soviets au cours de la lutte, direction de l'action des masses, agitation dans les masses en faveur de la Révolution, voilà ce qui est au premier plan, les interventions parlementaires et la participation aux campagnes électorales n'étant dans ce travail qu'un moyen secondaire et rien de plus.

S'il en est ainsi — et il en est indiscutablement ainsi — il va de soi que ceux dont les opinions divergent sur cette question ne doivent pas se diviser pour cela. La pratique des substitutions parlementaires a été tellement déceuvante que les meilleurs camarades ont là-dessus des préjugés. Il faut les détruire peu à peu au cours de la lutte révolutionnaire. C'est pourquoi nous insistons auprès de tous les groupes et de toutes les organisations qui mènent une lutte effective pour les Soviets en faveur d'une union maxima, en dépit des désaccords sur ce sujet.

Tous ceux qui sont pour les Soviets et la dictature prolétarienne doivent s'unir au plus tôt et former un parti communiste unique.

Salut communiste.

Le président du Comité exécutif de l'Internationale communiste,
G. ZINOVIEV.

NOTRE PROPAGANDE

Notre camarade Antonio Coen revient du Pas-de-Calais où il a fait plusieurs réunions à Hénin-Liétard, Carvin, Montigny, Bully-Grenay, Nœux et Auchel. Partout les ordres du jour en faveur de la Troisième Internationale ont été acclamés.

Le dévouement du prolétariat minier à nos idées est au-dessus de tout éloge ; nous demandons à nos camarades de là-bas, que rien n'a pu abatre, de continuer avec la même activité et le même dévouement leur action en faveur de la Troisième Internationale. Décidée à obtenir la rectification du vote qui nous priva à Strasbourg de 236 mandats, nos camarades sont assurés de l'obtenir, et ce sera pour le Parti tout entier une belle leçon de discipline.

LA LIGUE DES NATIONS ET LES PETITS ETATS

Le tzar sanglant posa en 1898 les fondements d'une alliance des peuples et de la paix perpétuelle et ce fut dès alors le roi de la métallurgie américaine Carnegie, qui donna un éclat matériel à ce mensonge impérial par l'érection du palais de la Paix à la Haye. Aujourd'hui le chef réel du Trust capitaliste américain réclame pour achever son œuvre dans la guerre mondiale l'établissement définitif d'une Ligue des Nations destinée à imposer la paix universelle. Wilson disait dans son discours du 27 juillet 1918 : « A mon avis, la formation de cette Ligue des Nations et la claire détermination des fins poursuivies par elle doivent être une partie, et, en un sens, la partie essentielle du traité de paix. »

La provenance de ce rejeton de la bourgeoisie de l'Entente est certes passablement suspecte et il n'y a que son nom qui sonne bien. Mais ce nom est inexact et il conviendrait de le remplacer par celui-ci : « Ligue pour la guerre universelle. »

Aucun homme sensé ne croit en effet qu'on puisse attendre d'un accord quelconque entre les gouvernements capitalistes, d'une série plus ou moins longue de paragraphes et de stipulations, la conciliation des contradictions fondamentales et des intérêts vitaux en conflit dans une société capitaliste.

L'impérialisme, pas plus que la révolution mondiale ne peut renoncer à s'engager dans la voie de la violence toutes les fois que la nécessité l'y oblige.

Mais ce qui apparaît clairement à tous les yeux et ce qui est le seul résultat pratique à atteindre de la « Ligue des Nations, au point de vue du droit des peuples, c'est que dans les guerres futures il n'y aura plus de neutralité. Pour tous les pays compris dans la Ligue des Nations — et c'est là une menace suspendue non seulement sur les petites nations de l'Europe, mais également sur une grande partie de celles que l'Europe exploite en Asie, etc. — la neutralité devient impossible : tout conflit sérieux dégénère en guerre mondiale. Et cela est vrai non seulement des guerres impérialistes qui pourront éclater à l'avenir, mais aussi des guerres provoquées par la révolution mondiale.

Dans les guerres mondiales impérialistes les Etats neutres constituent toujours un danger pour le capital considéré dans son ensemble. Ils servent d'asile aux révolutionnaires et de base à leur action. Ils échappent jusqu'à un certain point à la censure et aux campagnes de mensonge menées par les coolies armés de plumes que les capitalistes engagent à leur service.

Comme les ouvriers, dans les circonstances actuelles, doivent lutter sur une base internationale, la suppression des peuples neutres, et par là, de la possibilité d'une entente interna-

tionale durant une guerre, entraîne une énorme aggravation des difficultés de la lutte révolutionnaire. Aussi tous les gouvernements capitalistes sont-ils intéressés à supprimer les Etats neutres dans les conflits futurs. Pour l'Amérique, les anciens Etats neutres présentent encore un intérêt spécial car ils fournissent les éléments d'un nouvel équilibre, c'est-à-dire d'une extermination réciproque aussi complète que possible des concurrents européens.

Wilson n'a-t-il pas déjà sommé les puissances neutres, au moment où l'Amérique entra en guerre, de suivre son exemple et de déclarer la guerre à l'Allemagne ?

Pour l'Angleterre elle-même, la possibilité de se faire servir, au nom de la Ligue des Nations, par des petits Etats, surtout par la Belgique et la Hollande offre de grands avantages stratégiques. C'est là dans le domaine des guerres révolutionnaires qu'apparaît le plus clairement l'avantage qui résulte de la contrainte facile à exercer sur les petits Etats au sein de la Ligue des Nations. Dès maintenant nous voyons de grandes puissances profiter de leur supériorité économique pour pousser à l'assaut de la révolution les troupes des anciens et nouveaux Etats limitrophes de la Russie : Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Pologne, Finlande. Mais ce procédé sous sa forme actuelle est trop apparent, trop grossier, trop peu « démocratique » et il révolte même les ouvriers les plus arriérés de l'Europe occidentale. Combien il serait plus beau et plus sûr pour la Ligue des Nations, de décréter, selon toutes les règles démocratiques, que c'est à ces peuples qu'est réservé l'honneur particulier de mettre un terme, avec les ressources de ladite Ligue, aux agissements cruels de perturbateurs révolutionnaires — qualifiés anarchistes — qu'ils ont dans leur voisinage.

Pour une action de ce genre une réunion plénière de la Ligue des Nations n'est nullement nécessaire ; le Comité exécutif, les ministres de la Ligue, contrôlés par les grandes puissances s'en chargeront, de même que lors d'une déclaration de guerre, les Parlements n'ont jamais à se prononcer.

Il va sans dire qu'on n'a pas à craindre que les petites nations déclinent le grand honneur de s'exterminer mutuellement ; car, pour cette belle tâche elles disposent d'abord des puissantes ressources économiques et militaires de la Ligue des Nations, et puis on peut compter sur l'aide intellectuelle des socialistes. Les social-patriotes n'hésiteront pas à laisser anéantir le prolétariat entier de leur nation, si leurs maîtres, les chefs de la Ligue, l'estiment nécessaire au nom de la Démocratie. Voilà donc cette Ligue des Nations fondée uniquement pour protéger les petits Etats ! Le grand Wilson n'a-t-il pas établi le principe que « les

intérêts des faibles sont aussi sacrés que ceux des forts » ?

Après que les petits peuples auront été immolés sur l'autel de la Ligue des Nations pour combattre la Révolution, lutte qui, chez eux n'aura naturellement d'autre résultat qu'un surcroît de misère, de nouvelles effusions de sang et de larmes, les capitalistes du monde entier devant se grouper pour s'opposer à la vague montante de la révolution mondiale.

Dans cette lutte mondiale, la Ligue des Nations peut rendre également au capital d'inappréciables services. Elle sera le moyen le plus sûr d'obtenir le concours de groupes importants constitués par les couches arriérées et corrompues de la classe ouvrière. Et l'on ne manquera pas de s'appuyer sur le droit international et sur la loi pour forcer les peuples des colonies incorporés à la Ligue, à participer au nom de la civilisation, à la répression des ouvriers.

Parallèlement à l'accroissement des forces de la révolution mondiale, les fins contre-révolutionnaires et sociales de la Ligue des Nations passent naturellement de plus en plus au premier plan. Lorsque Wilson entreprit sa propagande actuelle en faveur de la Ligue, il ne craignait guère la révolution prolétarienne : les avantages stratégiques et impérialistes prédominaient dans ses vues.

Pourtant c'est déjà un fait significatif qu'un des premiers paragraphes des accords provisoires conclus entre les Etats-Unis et les républiques sud-américaines, accords qui ont servi, comme on sait, de base à la Ligue des Nations stipule qu'au cas où une révolution éclaterait dans un des pays contractants, ceux-ci s'engagent à se prêter un appui mutuel pour réprimer le mouvement révolutionnaire. Pratiquement cela signifie que le pouvoir policier dans l'Amérique du Sud est remis aux Etats-Unis. Ajoutons que les républiques sud-américaines peuvent, sous la surveillance, et avec le concours du capital des dollars, ruiner réciproquement dans une lutte les unes contre les autres leurs forces révolutionnaires et par là aussi leurs propres forces vitales.

En Angleterre et en Allemagne également, la Ligue des Nations fut d'abord envisagée au point de vue stratégique. Chacun des groupes belligérants se demandait avant tout si la Ligue serait un instrument capable d'assurer à l'avenir ses intérêts particuliers. C'est ainsi que le chancelier de l'empire von Bethmann-Hollweg déclara au Reichstag : « L'Allemagne est disposée à tout moment à entrer dans une Ligue des Nations et même à se mettre à la tête d'une Ligue des Nations qui maîtriserait les perturbateurs de la paix ».

Et Lloyd George, au commencement d'août 1918, émettait l'avis qu'il existait déjà deux Ligues des Nations, à savoir l'empire britannique et l'alliance des peuples contre les puissances centrales. « Quel que soit le résultat des négociations, disait-il, il faudra qu'on compte avec les groupements actuellement existants, dont nous constituons une partie ». Ces paroles renfermaient en même temps une intention

politique — celle d'exclure l'Allemagne de la Ligue des Nations.

Cependant les conflits qui se manifestent toujours plus nettement entre les membres de l'Entente, ainsi que la croissance des mouvements révolutionnaires, ont déjà totalement détruit l'idée du désarmement et de la paix mondiale. Ces hommes d'Etat au pouvoir doivent désormais se résigner à la pensée que le monde ne retrouvera plus la paix et que leur tâche principale consiste à retarder le plus longtemps possible la révolution mondiale. C'est pourquoi les « ligueurs » parlent de moins en moins de désarmement et de paix mondiale, tandis qu'ils font passer au premier plan les problèmes sociaux et contre-révolutionnaires. Cela ressort de la création d'un Bureau international de travail. La composition de ce bureau, ainsi que l'indigence de son programme social, ont déjà été appréciées par E. Sylvia Pankhurst dans le n° 3 de l'Internationale Communiste. C'est le mensonge démocratique développé à l'échelle internationale. C'est le masque grâce auquel on espère duper les ouvriers avec l'aide des social-patriotes internationaux et les gagner aux aspirations contre-révolutionnaires de la Ligue des Peuples.

Le simple ouvrier russe qui sait à quelle classe il appartient, ne comprend pas qu'une méthode aussi grossière puisse faire tant de dupes parmi les ouvriers de l'Europe occidentale.

Il oublie que le régime démocratique consiste précisément à inculquer aux ouvriers juste assez de connaissances pour les rendre accessibles aux mensonges bourgeois, mais pas assez pour leur permettre de percevoir ces mensonges. Et s'il se trouve déjà des ouvriers dont le développement intellectuel dépasse le niveau nécessaire au capitalisme, il y a toujours moyen de les corrompre, d'acheter leurs services. Pour cela également la Ligue des Nations dispose des moyens les plus riches, qui lui sont fournis notamment par la bureaucratie compliquée qu'elle va nécessiter et par les nombreux serviteurs de confiance que l'on sera à même de récompenser en leur conférant des honneurs, le pouvoir et aussi des traitements élevés.

Pourtant, même dans l'Europe occidentale, il y a encore des ouvriers trop peu instruits pour être trompés et trop nombreux pour être achetés. Leur conscience de classe les empêche de voir dans la Ligue des Nations autre chose qu'un instrument, une arme dans la main de leurs ennemis.

Pour le moment, cet instrument est encore à la forge, il n'existe encore qu'à l'état de lien mental entre les brigands mondiaux. Mais ce serait une grosse erreur de considérer la Ligue des Nations comme une fantaisie somme toute assez innocente. Les ouvriers appartenant aux petites nations devront protester et lutter avec une vigueur particulière contre l'adhésion de leurs maîtres à la Ligue des Nations. Car cette adhésion les mettrait, dans toutes les guerres impérialistes et contre-révolutionnaires de l'avenir, au service du capital international.

S. J. RUTGERS.

L'Instruction Populaire dans la Russie des Soviets

J'ai eu l'occasion d'indiquer dans un de mes articles précédents que, malgré l'attitude bienveillante, — dès la première heure — du Commissariat de l'Instruction populaire envers le personnel de l'enseignement, nous nous sommes heurtés de la part de ce dernier à une opposition haineuse et irréductible. Il est vrai que nous connûmes dès le premier jour le centre de cette opposition, qui était l'Union Panrusse des Instituteurs, à la tête de laquelle se trouvaient des professeurs d'écoles moyennes appartenant pour la plupart aux partis S. R. et S. R. de gauche.

Quant au reste de l'enseignement, l'ensemble de l'union — formée de cinquante mille instituteurs environ — et à plus forte raison, la grande masse des instituteurs demeurés en dehors de l'union (soit environ trois cents mille instituteurs), hésitait d'autant plus, comprenait d'autant moins les problèmes posés qu'elle se rapprochait plus du niveau de l'instituteur primaire ; ce sont les plus haut placés dans la hiérarchie de l'enseignement qui nous opposaient le plus de haine et de résistance.

Nous tolérâmes longtemps l'existence de l'Union Panrusse des Instituteurs, désireux d'éviter dans les questions d'enseignement toute violence peut-être inutile.

Mais le développement ultérieur de l'état d'esprit des instituteurs nous amena à une autre conclusion. L'Union Panrusse des Instituteurs ayant adopté de toute évidence, le caractère d'une association politique, étouffa absolument les bonnes dispositions naissantes des instituteurs envers l'école révolutionnaire — tandis qu'elle perdait rapidement, d'autre part, la sympathie des masses dont nous recevions, par la voie de nombreuses résolutions des congrès les plus variés, des témoignages d'intérêt de plus en plus fréquents.

C'est pourquoi nous nous résolûmes finalement, à la fin de l'année 1918, à dissoudre l'Union Panrusse des Instituteurs et à la remplacer par une Association professionnelle d'un autre type.

Mais duquel ? Des divergences d'opinion se manifestèrent à ce sujet. Le corps enseignant lui-même et surtout ses couches supérieures, voulurent fonder une large union professionnelle qui n'eût été qu'une réédition de l'Union Panrusse des Instituteurs ; par ailleurs certains instituteurs communistes et certains représentants du Commissariat de l'Instruction populaire voulaient une association fermée, étroite, nettement communiste.

A ce point de vue, l'Union des Instituteurs internationalistes — déjà existante — semblait même trop large.

Une ligne médiane finit par être adoptée après de longs débats à la Conférence des Délégués provinciaux et à la fraction communiste du Congrès des Instituteurs Internatio-

nalistes. On décida de créer une large union professionnelle mais dont le noyau organisateur eût toujours été formé de communistes ou d'hommes ayant donné des gages au Parti. Un certain tri devait ensuite se faire : les nouveaux membres ne pouvant être admis que sur recommandation. Mais il restait bien entendu que l'accès de l'Union ne serait pas rendu trop difficile et qu'elle devrait compter ses membres par milliers.

L'Union professionnelle devait naturellement entrer dans la grande famille ouvrière des Unions professionnelles. Le Soviet Panrusse des Unions professionnelles fit subir à notre projet quelques modifications. Il décida que l'organisation des instituteurs devait se baser sur les mêmes statuts — à quelques détails près — que toutes les Unions professionnelles ouvrières.

Comme on sait, les Unions professionnelles sont considérées en Russie comme indépendantes des partis politiques. Les statuts contiennent cependant un paragraphe où il est dit que, seuls, peuvent appartenir aux Unions professionnelles, les travailleurs qui reconnaissent la nécessité de la dictature prolétarienne pour fonder la société socialiste.

Nos camarades ouvriers soulignaient que cette reconnaissance de la part d'un instituteur est amplement suffisante pour le faire considérer comme étant à l'école un digne collaborateur de la révolution.

Les ouvriers des Unions professionnelles désapprouvèrent même le titre que nous nous propositions d'adopter : Union professionnelle des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste.

Ils voulurent en retrancher le mot « socialiste » comme ayant un caractère politique. Ils finirent néanmoins par reconnaître l'utilité de ce terme.

Le premier Congrès de la nouvelle Union professionnelle — réuni en juin dernier — a élu un comité central composé de communistes et, d'une façon générale, a témoigné du caractère révolutionnaire relativement élevé de l'organisation.

En fait les communistes y formaient la majorité ; et la minorité même y témoigna d'un tel accord avec les communistes qu'aucun désaccord ne se fit remarquer.

L'Union fut de suite puissante. Soixante-dix mille membres y adhérèrent. A l'heure actuelle elle doit en compter quatre-vingt mille environ, sa croissance étant assez rapide.

Le Commissariat de l'Instruction populaire lui reconnaît de grandes possibilités d'avenir et pense que le meilleur travail peut être fait avec les instituteurs ainsi organisés, tandis que sans accord entre les dirigeants de l'enseignement scolaire et les travailleurs de l'école, au-

cune réforme profonde n'est guère possible en fait.

Le Commissariat de l'Instruction populaire reconnaîtra très vraisemblablement bientôt à ces Unions professionnelles le droit d'envoyer leurs représentants dans les bureaux des institutions centrales et locales.

Notons que les instituteurs des écoles populaires et ceux du premier degré ont dans l'Union professionnelle une écrasante majorité. Ils n'ont pas seulement une majorité de fait proportionnelle à leur grand nombre ; ils sont encore les plus nombreux en comparaison avec le pourcentage de membres que fournissent les instituteurs des anciennes écoles moyennes.

Quant au nombre des professeurs dans l'Union professionnelle, il est moindre encore.

L'Union admet non seulement les travailleurs de l'école mais aussi ceux de l'enseignement pré-scolaire et post-scolaire, de même que les divers membres d'une école en général. Le Commissariat tend à faire donner au personnel subalterne des écoles — concierges, portiers, femmes de service, etc... — une certaine préparation pédagogique. Les personnes placées à proximité de l'œuvre d'éducation et des enfants doivent en effet posséder certaines connaissances ne serait-ce qu'afin d'éviter de fâcheux manques de tact et de ne pas nuire à l'ensemble de l'œuvre pédagogique.

Les sympathies des instituteurs pour la réforme de l'école se sont véritablement élevées. Les faits que je viens d'indiquer en donnent la preuve.

La quantité énorme de lettres et de ques-

tions que nous recevons tous les jours l'indique aussi.

De nombreux pédagogues connus, qui, jusqu'à présent demeuraient dans une expectative plutôt sceptique, déploient maintenant une grande activité et collaborent avec nous.

Il est vrai que certains milieux soviétistes manifestent au même moment une certaine impatience, par suite des lenteurs de l'organisation des écoles du second degré. Cette impatience se traduit généralement par le désir de faire pression sur les membres de l'enseignement et d'intensifier l'action de l'Etat et du prolétariat sur le personnel scolaire (surtout à Pétrograd), ou au contraire, par un amoindrissement très appréciable de nos exigences et par une tendance vers la réconciliation avec les éléments arriérés (tendances observables à Moscou).

Mais il va de soi que le Commissariat de l'Instruction populaire ne tolérera d'écarts ni dans un sens, ni dans l'autre, sachant bien d'ailleurs que la voie qu'il a adoptée ne peut naturellement pas amener de suite à des résultats absolument satisfaisants, la tâche à accomplir étant véritablement grandiose, mais convaincu que cette voie est sans nul doute la bonne. C'est ainsi que nous sommes, en y persévérant, les témoins d'un énorme succès : la rapide organisation d'une Union professionnelle une fois et demie plus forte que l'ancienne Union Panrusse des Instituteurs et infiniment plus importante qu'elle par ses dispositions actives.

Moscou-Kremlin, 3 octobre 1919.

A. LOUNATCHARSKY.

Réponse aux Reconstructeurs anglais

Le Bureau auxiliaire d'Amsterdam de l'Internationale communiste, a riposté en ces termes à une communication des opportunistes de l'Independent Labour Party britannique :

Chers camarades,

Le camarade Johnson, secrétaire de l'Independent Labour Party d'Angleterre, a eu l'obligeance de nous faire parvenir la copie d'une lettre adressée par l'I. L. P. au Parti Socialiste Suisse. Dans cette lettre, le P. S. S. est invité à prendre l'initiative d'organiser en Suisse une conférence des différents partis socialistes, où seraient posées les bases de ce que l'on appelle la « reconstruction » de l'Internationale.

Ainsi que l'observe le *Labour Leader* du 4 mars, la majorité obtenue au Congrès de Strasbourg par la résolution Longuet, rend imminente la réunion d'une pareille conférence. A présent que la plupart des parties de l'Europe centrale et occidentale ont abandonné la 3^e Internationale sans se décider à aller à Moscou, la formation d'un organisme nouveau, d'un bloc des partis hésitant entre les vieilles et les nouvelles tendances, les

formules du passé et celles de l'avenir, ne semble plus pouvoir être évitée.

Quel sera, selon toute probabilité, le caractère de ce bloc ? Que peut-on espérer du point de vue communiste, des principaux partis intéressés à sa formation ? La grande faiblesse politique, le manque absolu de perspicacité et de fermeté révolutionnaire dont la plupart des chefs du Parti socialiste indépendant d'Allemagne ont longtemps fait preuve, les attaques virulentes dirigées par Longuet au Congrès de Strasbourg contre l'Internationale communiste, jointes à l'incapacité ou la mauveuse volonté manifestée par la plupart des « centristes » français à comprendre la révolution mondiale comme découlant inévitablement de la guerre mondiale et en même temps comme un processus qui peut être plus ou moins dirigé et accéléré par la volonté consciente d'une avant-garde prolétarienne, voilà, pour ne parler que des trois principaux partis destinés à former le noyau d'une Internationale « reconstruite », autant d'indices que l'organisme à naître de la conférence proposée par l'I. L. P. au P. S. S. ne servirait qu'à sanctionner d'une manière générale la politique faible, ambiguë et vacillante poursuivie par les Crispin, les Hilferding, les Longuet, les Pres-

semaine, les Macdonald et les Snowden, après comme pendant la guerre.

Les tentatives de ces partis — soit pour exiger de Moscou des « garanties » pour l'admission de chefs compromis et de faits foncièrement hostiles aux méthodes communistes, soit pour former un nouveau bloc intermédiaire entre la troisième et la deuxième Internationale — ont pour effet inévitable d'affaiblir, d'entraver et d'empêcher l'action révolutionnaire des masses prolétariennes, et par cela de retarder la formation du régime des soviets et l'établissement de la dictature du prolétariat en Europe et en Amérique.

Les propres termes de la lettre du camarade Johnson au P. S. S. prouvent que les bases de l'unité internationale socialiste, envisagée par H. L. P. d'Angleterre, n'ont rien de commun avec les principes d'unité posés par le premier Congrès de l'Internationale communiste, tenu à Moscou en 1919.

Il est parlé dans cette lettre de la possibilité de reconstituer une seule et unique Internationale, « en autorisant l'autonomie la plus complète en ce qui regarde la liberté d'action et de tactique pour chaque pays ». Ceci signifie évidemment que les équivoques qui ont abouti au désastre dans lequel a sombré la deuxième Internationale seraient sciemment prises pour nouveau point de départ et que la catastrophe inouïe de la guerre mondiale n'aurait servi en rien au prolétariat. Chaque parti national aurait la liberté de mener la lutte envers « son » capitalisme et « sa » classe dirigeante à la façon dont il l'entendrait, ou même de remplacer cette lutte par la collaboration des classes ; l'action disciplinée et centralisée des travailleurs de tous les pays, l'unité de tactique internationale qui s'imposent impérieusement dans l'ère impérialiste, seraient repoussées d'emblée par la charte de l'Internationale reconstruite. Et l'on pense que les partis communistes vont tomber dans ce piège-là !

Il est dit plus loin, dans la lettre du camarade Johnson, que la nouvelle Internationale pourra englober tous les partis qui acceptent comme bases principales du socialisme la propriété et l'usage collectifs de la terre et des principaux instruments du travail, de telle sorte que ce soit à l'Etat ou à la communauté qu'incombe l'exploitation des services publics, ainsi que de l'industrie en général et tout ce qui concerne la question des richesses publiques, afin d'augmenter le bien-être et le bonheur de tous les citoyens.

Il est évident que cette déclaration des bases du socialisme est absolument insuffisante au point de vue communiste ; par contre, elle peut être acceptée d'emblée non seulement par les partis réformistes et social-patriotes, mais par beaucoup de simples réformateurs bourgeois.

Elle semble ignorer absolument que la propriété capitaliste des moyens de production ne pourra être abolie qu'après la chute de l'Etat bourgeois ; que ce sont les organes révolutionnaires du prolétariat qui devront effectuer sa transformation en propriété collective. La déclaration du camarade Johnson paraît se contenter d'un socialisme d'Etat et de municipalité, qui ne changerait rien, ou fort peu de chose, à la misère sociale et à la dégradation des travailleurs, et qui augmenterait encore leur dépendance.

Il nous semble que ce serait pour les groupes et partis communistes dépense d'énergie, de temps et d'argent ; que ce serait de leur part une véri-

table trahison de nos principes et de l'œuvre grandiose de construction communiste poursuivie par la Russie des soviets, s'ils prenaient part à une conférence de ce genre. On s'y servira du vieux fétiche de l'« unité socialiste » (ce digne pendant de l'Union sacrée, non moins dangereux et non moins néfaste qu'elle) pour tâcher d'amener tous les esprits plus ou moins hésitants à s'incliner devant l'équivoque et le mensonge. Le verbiage, la démagogie, les appels pathétiques de chefs habiles ne serviront qu'à masquer le manque d'idéal, de foi révolutionnaire (c'est-à-dire de foi dans les masses), de conscience de classe et de fermeté.

Il nous semble que les groupes et partis communistes commettraient, en prenant part à la Conférence des reconSTRUCTEURS, une faute extrêmement grave. Ils augmenteraient la confusion qui règne encore dans les masses, ils rendraient à celles-ci la tâche plus difficile de s'affranchir des vieilles formules et des vieux fétiches (la démocratie, l'évolution pacifique, l'unité socialiste, etc.) et s'orienter consciemment vers la théorie et la tactique communistes.

C'est pourquoi nous sommes d'avis que la British Socialist Party en Angleterre et le Comité pour la troisième Internationale en France ont agi en bons communistes en refusant nettement de participer à toute conférence de reconstruction, la nouvelle Internationale, qui répond aux besoins et aux aspirations de la classe ouvrière dans l'ère de la révolution mondiale, existant déjà de fait. Nous souhaitons ardemment que l'exemple de ces camarades anglais et français soit suivi par tous les partis et groupes communistes.

Nous n'avons aucunement la prétention de vouloir poser des règles de conduite aux groupes d'avant-garde des pays où un parti communiste n'existe pas encore ou n'est qu'en voie de formation. Ces groupes doivent évidemment être seuls juges du moment précis où ils croiront devoir, soit quitter les vieux partis dans lesquels ils se trouvent incorporés pour se constituer en parti communiste et s'affilier à Moscou, soit pouvoir entraîner avec eux, épuration nécessaire faite, la majorité de ces partis à l'Internationale communiste. Mais il nous semblerait mal remplir le mandat qui nous a été confié par la Conférence d'Amsterdam, si nous négligions de mettre nos amis communistes en garde contre le danger néo-confusionniste très réel que constitue la fondation d'une Internationale sans conception précise et sans caractère défini. La tentative de rétablir ce qu'on appelle l'unité socialiste est un guet-apens dangereux, où l'esprit de critique et l'esprit de vérité menacent de sombrer également. L'unique unité réelle, vivante et efficace est celle qui a pour base non seulement l'acceptation formelle des principes et de la théorie communiste, mais surtout la pratique révolutionnaire issue de cette théorie. Et afin de constituer sur le terrain national comme sur le terrain international, cette unité réelle et vivante, il faut avoir aussi bien le courage de briser sur le terrain national les cadres traditionnels de l'unité que de refuser de prêter la main sur le terrain international à la formation d'un organisme bâti sur le sable des mensonges et des illusions, fatalement voué à la confusion et à l'impotence.

Pour le Comité exécutif du Bureau auxiliaire d'Amsterdam de la 3^e Internationale :

D. J. Wynkoop, Henriette Roland-Holst,
S. J. Rutgers.

Amsterdam, mars 1920.

L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE A L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

A l'occasion du deuxième anniversaire du pouvoir soviétiste, je m'étais proposé d'écrire une courte brochure consacrée à l'étude du problème formulé sous ce titre. Mais dans le tourbillon du travail quotidien, je n'ai pu réussir jusqu'à présent qu'à ébaucher la première esquisse de certains chapitres. Aussi me suis-je décidé à tenter un bref exposé schématique des idées, selon moi, essentielles qui existent sur la question. Sans doute le caractère schématique de mon exposé entraîne-t-il nombre d'inconvénients et de lacunes. Mais peut-être cependant atteindrai-je pour un article concis de revue, le modeste but que je me propose et qui est de fournir les éléments nécessaires à la position de la question ainsi que le canevas destiné à servir à la discussion de cette dernière par les communistes des différents pays.

I

Théoriquement, il est hors de doute que le capitalisme et le communisme sont séparés par une certaine période de transition, qui ne peut pas ne pas combiner les traits caractéristiques ou les propriétés de ces deux formes de l'économie publique. Cette période de transition ne peut pas ne pas être une période de lutte entre le capitalisme mourant et le communisme naissant ou, en d'autres termes, entre le capitalisme vaincu, mais non détruit, et le communisme, déjà né, mais encore extrêmement faible. Non seulement pour un marxiste, mais encore pour tout homme instruit, tant soit peu familiarisé avec la théorie de l'évolution, la nécessité de tout une époque historique reconnaissable à ces caractères généraux d'une période de transition, doit être évidente en elle-même. Et cependant toutes les récriminations relatives au passage au socialisme, que nous entendons de la bouche des représentants contemporains de la démocratie petite-bourgeoise (et en dépit de leur étiquette soi-disant socialiste, tous les représentants de la II^e Internationale, y compris des hommes comme MacDonald et Jean Longuet, Kautsky et Frédéric Adler sont les représentants de la démocratie petite-bourgeoise) sont caractérisées par une méconnaissance totale de cette vérité évidente en elle-même.

Le propre des démocrates petits-bourgeois est d'avoir le dégoût de la lutte de classe, de rêver au moyen de parvenir à éluder cette lutte, de chercher toujours à « arranger » et à concilier, à arrondir les angles. C'est pourquoi de pareils démocrates, ou bien se refusent à reconnaître toute la période historique englobant le passage du capitalisme au communisme, ou bien se donnent pour tâche de forger des plans de conciliation de deux forces aux prises l'une avec l'autre, ou bien de prendre la direction de la lutte dans un des deux camps.

II

En Russie, la dictature du prolétariat doit nécessairement présenter quelques particularités à elles propres, par rapport aux pays avancés, par suite de l'état très arriéré et de l'esprit petit-bourgeois de notre pays. Mais on trouve à la base en Russie les mêmes forces et les mêmes formes de l'économie politique que dans n'importe quel pays capitaliste, de sorte que ces particularités ne peuvent en aucun cas concerner les points essentiels; les formes qui sont à la base de l'économie publique, sont : le capitalisme, la petite production et le communisme. Les forces fondamentales sont la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (surtout la classe paysanne) et le prolétariat.

L'économie de la Russie, à l'époque de la dictature du prolétariat consiste dans la lutte, à ses premiers pas, du travail unifié sur la base du communisme dans le cadre unitaire d'une production géante avec la petite production et le capitalisme qui s'est conservé et qui renaît aussi sur sa base.

Le travail est unifié en Russie sur la base du communisme dans la mesure où *premièrement* la propriété privée sur les moyens de production est abolie et où, *deuxièmement*, le pouvoir de l'état prolétarien organise à l'échelle nationale la grande production sur le sol de l'Etat, et dans les entreprises de l'Etat, distribue la force ouvrière entre les diverses branches de l'économie et les entreprises, répartit la masse des stocks de produits de consommation appartenant à l'Etat entre les travailleurs.

Nous parlons des « premiers pas » du communisme en Russie (pour employer l'expression dont se sert le programme de notre parti, adopté en mars 1919), vu que toutes ces conditions ne sont réalisées chez nous que partiellement ou, en d'autres termes, vu que la réalisation de ces conditions n'en est chez nous qu'au stade primitif.

Instantanément, d'un seul élu révolutionnaire, on a fait ce qui, en somme, pouvait être fait d'emblée : par exemple, le premier jour de la dictature du prolétariat le 26 octobre 1917 (8 novembre 1917) la propriété privée sur la terre a été annulée sans indemnisation des gros propriétaires, c'est-à-dire que les gros propriétaires terriens ont été expropriés. En quelques mois ont été expropriés également sans indemnisation, presque tous les gros capitalistes, propriétaires de fabriques, d'usines, de sociétés par actions, de banques, de chemins de fer, etc... L'organisation étatique de la grande production dans l'industrie et le passage au « contrôle ouvrier », à la « direction ouvrière » des fabriques, des usines, des chemins de fer, etc., sont déjà réalisés, mais dans le domaine de l'agriculture ils ne sont encore que commencés (exploitations soviétistes, grandes exploita-

tions agricoles organisées par l'Etat ouvrier sur la terre d'Etat). Pareillement, l'organisation des diverses formes d'association des petits agriculteurs, en tant que transition de la petite exploitation mercantile de la terre à l'exploitation communiste (1) ne fait aussi que prendre corps. On peut en dire autant de l'organisation par l'Etat de la répartition des produits au lieu et place du commerce privé, c'est-à-dire de la préparation et du transport par l'Etat des céréales nécessaires à la ville et des produits manufacturés nécessaires à la campagne. On trouvera plus loin les données statistiques recueillies actuellement sur cette question.

La forme de l'économie rurale continue à demeurer la petite production mercantile.

Ici nous avons affaire à une base extrêmement vaste et très profondément enracinée du capitalisme. Sur cette base-là, le capitalisme se maintient et renait, luttant avec la plus âpre énergie contre le communisme. Les formes de cette lutte sont la contrebande et la spéculation qui sont dirigées contre la préparation par l'Etat des stocks de céréales (et aussi des autres produits), et, d'une façon générale, contre la répartition des produits par l'Etat.

III

Pour illustrer ces assertions théoriques abstraites, prenons des données concrètes.

La préparation par l'Etat, en Russie, des céréales d'après les données du commissariat du ravitaillement, s'est chiffrée, du 1^{er} août 1917 au 1^{er} août 1918, par 80 millions de pouds. L'année suivante le chiffre s'est élevé à 110 millions de pouds. Pendant le premier trimestre de la campagne suivante (1919-1920) les stocks préparés atteignent, semble-t-il, environ 45 millions de pouds, au lieu de 37 millions pendant le mêmes mois (août-septembre) de 1918.

Ces chiffres attestent éloquemment la lente, mais constante amélioration de la situation, au point de vue de la victoire du communisme sur le capitalisme.

Et cette amélioration est obtenue, en dépit des difficultés inconnues jusqu'à ce jour causées par la guerre civile, organisées par les capitalistes russes et étrangers qui tendent toutes les forces des Etats les plus puissants du monde.

C'est pourquoi, malgré tous les mensonges, toutes les calomnies des bourgeois de tous les pays et de tous leurs agents directs et cachés (les « socialistes » de la II^e Internationale) il demeure indiscutable qu'au point de vue du problème économique fondamental, la victoire est assurée chez nous à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire au communisme sur le capitalisme. Et si la bourgeoisie du monde en-

tier est prise d'un pareil excès de rage contre le bolchevisme, organise des expéditions militaires, ourdit des complots contre le bolchevisme, c'est précisément parce qu'elle comprend à merveille l'inévitabilité de notre victoire dans la reconstruction de l'économie publique si nous ne sommes pas écrasés par la force des armes, ce qu'elle ne réussit pas à faire.

Les données statistiques suivantes fournies par la Direction générale de la Statistique, et qui viennent seulement d'être mises au point afin d'être livrées à la publicité, relatives à la production et à la consommation des céréales, non pas dans toute la Russie soviétiste, mais seulement dans 26 de ses gouvernements, prouvent jusqu'à quel point nous avons déjà vaincu le capitalisme dans le court laps de temps que nous avons eu à notre disposition et malgré les difficultés, sans précédent dans le monde, au milieu desquelles il nous a fallu travailler.

Voici ces données :

26 gouvernements de la Russie soviétiste	Population (en millions)	Production de céréales (sans les semences et en millions de pouds)	Céréales fournies		Quantité totale des céréales dont dispose la population (en millions de pouds)	Consommations par tête (en pouds)
			par le Commissariat du Ravitaillement	en contrebande		
<i>Gouvernements producteurs :</i>						
Villes	4.4	—	20.9	20.6	41.5	9.5
Campagne	28.6	625.4	—	—	481.8	16.9
<i>Gouvernements consommateurs :</i>						
Villes	5.9	—	20.0	10.0	40.0	6.8
Campagne	13.8	114.0	12.1	27.8	151.4	11.0
26 gouvern.	52.7	739.4	53.0	68.4	714.7	13.6

Ainsi la moitié à peu près des céréales est fournie aux villes par le commissariat du ravitaillement, et l'autre moitié par la contrebande. Une enquête exacte sur l'alimentation des ouvriers des villes en 1918 a établi précisément cette proportion. Et le pain fourni par l'Etat revient à l'ouvrier dix fois meilleur marché que le pain fourni par les spéculateurs. Le prix du pain établi par ces derniers est dix fois supérieur au prix fixé par l'Etat. Voilà ce qui ressort d'une étude approfondie des budgets ouvriers.

IV

Les données que nous venons de reproduire, si on les médite comme il convient, fournissent un tableau exact qui met en relief tous les traits essentiels de l'économie actuelle de la Russie.

Les travailleurs sont affranchis de leurs exploitateurs et de leurs oppresseurs séculaires, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Ce pas en avant dans la voie de la véritable liberté et de la véritable égalité qui, par son ampleur, son étendue et sa rapidité est sans

(1) Le nombre des exploitations soviétistes et des communes agricoles dans la Russie soviétiste s'élève à peu près à 3.536 et 1.961 ; le nombre des associations agricoles à 3.696. Notre direction centrale de la statistique procède actuellement à un recensement exact de toutes les exploitations soviétistes et communes ; ces nouvelles données commenceront à lui parvenir en novembre 1919.

précédent dans l'histoire, n'est pas pris en considération par les partisans de la bourgeoisie (y compris les démocrates petits-bourgeois) qui entendent la liberté et l'égalité dans le sens de la démocratie parlementaire bourgeoise qu'ils appellent avec grandiloquence la « démocratie » en général ou « la démocratie pure » (Kautsky). Mais les travailleurs ont en vue précisément la véritable égalité, la véritable liberté (l'affranchissement du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes) ; et c'est pourquoi ils se prononcent si fermement pour le pouvoir soviétiste.

Dans un pays agricole, ce sont les paysans qui ont gagné en premier lieu, qui ont gagné plus que quiconque et d'emblée à la dictature du prolétariat.

Le paysan souffrait de la faim en Russie, sous le régime des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Le paysan n'avait jamais eu encore, au cours de longs siècles de notre histoire, la possibilité de travailler pour lui-même ; il crevait de faim, fournissant des centaines de millions de pouds de céréales aux capitalistes, dans les villes et à l'étranger. Pour la première fois sous le régime de la dictature du prolétariat, le paysan peut travailler pour lui-même et se nourrir mieux que l'habitant des villes. Pour la première fois, le paysan a fait, en pratique, connaissance avec la liberté : la liberté de manger son pain, la libération de la famine. L'égalité dans la répartition de la terre atteignit, comme on sait, son degré maximum ; dans l'énorme majorité des cas, en effet, les paysans partagent la terre également entre « consommateurs ».

Le socialisme est la suppression des classes. Pour supprimer les classes il faut d'abord renverser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous avons accompli cette partie de la tâche et même ce n'est pas la partie la plus difficile. Pour supprimer les classes, il faut en deuxième lieu, faire disparaître la différence qui existe entre l'ouvrier et le paysan, faire de tous, les *travailleurs*. On ne peut y parvenir d'emblée. C'est là, en effet une tâche incontestablement plus difficile et nécessairement de longue haleine. C'est un problème qu'il est impossible de résoudre par le renversement d'une classe, quelle qu'elle soit.

C'est un problème qui ne peut être résolu que par la reconstruction organisée de l'économie publique, par le passage de la petite exploitation mercantile, privée, morcelée, à la grande exploitation commune. Un pareil passage est de toute nécessité de fort longue haleine et on ne saurait que le retarder et lui créer des obstacles en recourant à des mesures administratives et législatives hâtives et insuffisamment réfléchies. On ne peut le précipiter qu'en apportant au paysan une aide telle qu'elle lui donne la possibilité d'améliorer, dans d'énormes proportions, toute la technique agricole, de transformer radicalement cette dernière.

Pour résoudre la deuxième partie, qui est la plus difficile du problème, le prolétariat, après avoir vaincu la bourgeoisie, doit suivre rapidement la ligne de conduite politique sui-

vante vis-à-vis de la classe paysanne : il doit établir la séparation, la distinction entre le paysan travaillant et le paysan propriétaire, le paysan ouvrier et le paysan commerçant, le paysan laborieux et le paysan spéculateur.

C'est cette différence qui constitue toute l'essence du socialisme.

Et il n'est pas étonnant que les socialistes en paroles, qui ne sont en fait que des démocrates petits-bourgeois (les Martoff et les Tchernoff, les Kautsky et Cie) ne comprennent pas cette essence du socialisme.

Cette distinction est d'ailleurs très difficile, car dans la pratique, toutes les propriétés particulières à la vie du paysan, malgré leurs différences, leurs oppositions sont confondues cependant en un tout unique. Toutefois la distinction est possible et elle n'est pas seulement possible, mais elle découle inéluctablement des conditions de l'économie rurale et de la vie paysanne. Le paysan travailleur a été pendant des siècles opprimé par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les trafiquants, les spéculateurs et leurs Etats, y compris les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Le paysan travailleur a appris en lui-même, au cours des siècles, à haïr et à combattre ces oppresseurs et ces exploiters, et cette « éducation » que lui a donné la vie l'oblige à rechercher l'alliance avec l'ouvrier contre le capitaliste, contre le spéculateur, contre le trafiquant.

Mais en même temps, les conditions économiques de l'économie mercantile font infailliblement du paysan (pas toujours, mais dans l'immense majorité des cas) un trafiquant et un spéculateur.

Les données statistiques reproduites par nous plus haut montrent nettement la différence qui existe entre le paysan travailleur et le paysan spéculateur.

Ce paysan qui en 1918-1919 a donné aux ouvriers affamés des villes 40 millions de pouds de céréales, aux prix fixés par l'Etat, par l'entremise des organes de l'Etat, malgré toutes les lacunes que présentaient ces organes, lacunes dont se rend parfaitement compte le gouvernement ouvrier, mais qui ne peuvent pas être évitées pendant la première phase du passage au socialisme — ce paysan-là c'est le paysan travailleur, le camarade égal en droits de l'ouvrier socialiste, le meilleur allié de ce dernier, son vrai frère dans la lutte contre le joug du capital. Et le paysan qui a vendu en contrebande 40 millions de pouds de céréales à un prix dix fois plus élevé que celui fixé par l'Etat, tirant parti du besoin et de la famine avec lesquels l'ouvrier des villes se trouvait aux prises, frustrant l'Etat, augmentant et engendrant partout le mensonge, le vol, les filouteries, ce paysan-là est le spéculateur, l'allié du capitaliste, l'ennemi de classe de l'ouvrier, l'exploiteur. Il possède, en effet, un surplus de céréales qu'il a récolté de la terre commune à l'aide d'instruments dont la fabrication a exigé le travail, non seulement du paysan, mais encore de l'ouvrier et il ressort donc clairement que posséder un surplus de céréales et en tirer parti pour se livrer à

la spéculation c'est se faire l'exploiteur de l'ouvrier affamé.

— Vous voulez la liberté, l'égalité, la démocratie, nous crie-t-on de tous les côtés et vous faites ressortir l'inégalité entre l'ouvrier et le paysan consacrée par votre Constitution, la dispersion de la Constituante, la réquisition par la violence des surplus des céréales, etc...

Nous répondrons : Il n'y a pas eu au monde d'Etat qui ait fait autant pour abolir l'inégalité de fait l'absence réelle de liberté dont le paysan travailleur a souffert pendant des siècles.

Mais nous n'admettrons jamais l'égalité pour le paysan spéculateur, de même que nous n'admettons pas l'« égalité » de l'exploiteur et de l'exploité, de celui qui est rassasié et de celui qui a faim, ou la « liberté » pour le premier de piller le second. Et nous nous comporterons avec les gens érudits qui ne veulent pas comprendre cette différence comme avec des gardes-blancs, même si ces gens se qualifient démocrates, socialistes, internationalistes (Kautsky, Tchernoff, Martoff).

V

Le socialisme est l'abolition des classes. La dictature du prolétariat a fait pour arriver à cette abolition tout ce qu'elle a pu.

Mais il est impossible d'abolir les classes d'emblée.

Et ces classes se sont conservées et se conserveront pendant l'époque de la dictature prolétarienne, la dictature ne sera plus utile quand les classes disparaîtront. Elles ne disparaîtront pas sans la dictature du prolétariat.

Les classes se sont conservées : mais chacune d'elles a changé d'aspect pendant l'époque de la dictature du prolétariat, les relations mutuelles des classes entre elles se sont également modifiées. La lutte de classe ne disparaît pas avec la dictature du prolétariat ; elle ne fait que prendre de nouvelles formes.

Le prolétariat était, sous le capitalisme, la classe opprimée, la classe privée de toute propriété de moyens de production, la classe qui seule était immédiatement et entièrement l'antithèse de la bourgeoisie et c'est pourquoi, seule aussi : elle fut capable d'être révolutionnaire jusqu'au bout.

Le prolétariat est devenu, après avoir renversé la bourgeoisie et conquis le pouvoir politique, la classe dominante : il détient le pouvoir de l'Etat ; il dispose des moyens de production déjà socialisés ; il dirige les éléments et les classes hésitantes et intermédiaires ; il écrase l'énergie de résistance recrudescence des exploités. Ce sont-là des problèmes particuliers de la lutte de classe que le prolétariat ne se posait pas et ne pouvait pas se poser antérieurement.

La classe des exploités, des gros propriétaires fonciers et des capitalistes n'a pas disparu et elle ne peut pas disparaître d'emblée avec la dictature du prolétariat. Les exploités sont vaincus, mais non anéantis. Il leur est resté une base internationale, le capital international dont ils sont une succursale. Il

leur est resté en partie quelques moyens de production ; il leur est resté de l'argent ; il leur est resté de considérables attaches sociales. Leur énergie de résistance s'est accrue, précisément en raison de leur défaite, cent et mille fois.

Leur « habileté » dans le domaine de l'administration de l'Etat, de l'armée, de l'économie politique leur donne un avantage fort considérable en sorte que leur importance est incomparablement plus grande que la place qu'ils occupent dans l'ensemble de la population. La lutte de classe menée par les exploités renversés contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat est devenue infiniment plus acharnée. Et il ne peut pas en être autrement si l'on parle vraiment de révolution et si l'on ne comprend pas sous ce terme (comme font tous les héros de la II^e Internationale) des illusions réformistes.

Enfin la classe paysanne, comme toute la petite bourgeoisie en général, occupe également sous la dictature du prolétariat une position moyenne, intermédiaire : d'une part, c'est la masse assez considérable (et dans la Russie arriérée, énorme) des travailleurs unie par l'intérêt commun aux travailleurs de s'affranchir du gros propriétaire foncier et du capitaliste ; de l'autre, ce sont les petits agriculteurs, les propriétaires et les commerçants. Une telle situation économique provoque inévitablement un mouvement d'oscillation entre le prolétariat et la bourgeoisie. Et dans la lutte intensifiée entre ces deux classes, dans le renversement extraordinairement brutal de tous les rapports sociaux, vu la force des habitudes de l'ancien état de classes, la routine qui est particulièrement remarquable précisément chez le paysan et chez le petit bourgeois, en général, il est naturel que nous assistions inégalement parmi ces derniers à des passages d'un camp à l'autre, à des hésitations, à des revirements, à de l'incertitude etc...

Vis-à-vis de cette classe — ou vis-à-vis de ces éléments sociaux — la tâche du prolétariat consiste à les diriger et à lutter pour avoir sur eux la prédominance. Rallier derrière lui les hésitants et les incertains — tel doit être le rôle du prolétariat.

Si nous comparons toutes les forces ou classes fondamentales et les changements d'aspect apportés par la dictature du prolétariat dans leurs rapports mutuels, nous verrons quelle incommensurable ineptie théorique, quel chef-d'œuvre de stupidité constitue la conception petite bourgeoise courante du passage au socialisme « par la démocratie » en général, conception que nous trouvons chez tous ces représentants de la II^e Internationale.

Le préjugé, hérité de la bourgeoisie, du contenu absolu, en marge des classes, de la notion de « démocratie » — telle est la base de cette erreur. En réalité la démocratie aussi entre dans une phase tout à fait nouvelle avec la dictature du prolétariat et de la lutte de classes, monte à un échelon plus élevé, subordonnant à elle-même toutes les formes quelles qu'elles soient. Les phrases générales

sur la liberté, l'égalité, la démocratie, équivalent en réalité à la répétition aveugle de notions qui apparaissent comme moulées sur les rapports établis par la production (capitaliste) (1).

Résoudre au moyen de ces phrases générales les tâches concrètes de la dictature du prolétariat signifie se placer complètement sur le terrain théorique principal de la bourgeoisie. Du point de vue du prolétariat, la question se pose seulement ainsi : libération de l'oppression par quelle classe ? Egalité de quelle classe avec quelle autre ? Démocratie sur la base de la propriété privée ou sur la base de la lutte pour la suppression de la propriété privée, etc... ? Engels a expliqué il y a longtemps dans l'*Anti-Düring* que la notion d'égalité qui est moulée sur les rapports établis par la production capitaliste, se transforme en préjugé, si on ne comprend pas l'égalité dans le sens de suppression des classes. C'est cette vérité élémentaire de la destruction de la compréhension démocratico-bourgeoise et de la compréhension socialiste de la notion d'égalité qu'on oublie constamment.

Mais si on ne l'oublie pas, il devient évident que le prolétariat, après avoir renversé la bourgeoisie, accompli par là-même un pas décisif dans la voie de la suppression des classes et que pour mener à bien cette tâche le prolétariat doit continuer sa lutte de classe en utilisant l'appareil du pouvoir de l'Etat et en faisant pression à la fois sur la bourgeoisie renversée et sur la petite bourgeoisie hésitante.

N. LENINE.

(1) Note du traducteur. Nous avons employé pour simplifier les expressions les termes : *petite production capitaliste*, *petite agriculture capitaliste*, *rapports établis par la production capitaliste*, au lieu de l'expression russe empruntée à la terminologie marxiste : « *produits destinés à la vente* ». Cette dernière particularité caractérisant, en effet, le régime économique capitaliste et l'opposant plus directement au régime communiste qui a pour but la production de valeurs destinées à satisfaire les besoins communs et non de produits destinés au commerce.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE	
50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs
ETRANGER	
50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD
123, rue Montmartre - PARIS

PROTESTATION

Le camarade Lorient a adressé au citoyen Marcel Cauchin, la lettre que voici :

Au Directeur de l'*Humanité*,

Six semaines après le Congrès de Strasbourg, la fraction de la Troisième Internationale attend encore le droit de tribune libre lui permettant de défendre ses thèses dans l'*Humanité*. Le Conseil d'administration a renvoyé ses décisions à une réunion ultérieure, qui les ajournerait une fois de plus si nous ne protestions énergiquement contre cette violation de la parole donnée, ce mépris d'engagements formels découlant d'ailleurs de la constitution même du Parti.

De même, nous ne saurions admettre que l'*Humanité*, qui insère la publicité pour diverses publications dont plusieurs sont bourgeoises, se refuse systématiquement à publier les annonces du *Bulletin Communiste*, organe du Comité de la Troisième Internationale.

Il est encore impossible de ne pas protester contre le privilège scandaleux accordé à une citoyenne de publier dans le journal officiel du Parti des communiqués tendancieux visant à combattre l'influence du Comité de la Troisième Internationale.

Enfin, nous nous élevons contre le procédé, contraignant les souscripteurs de l'*Humanité* à alimenter l'organe d'une tendance hostile à l'Internationale communiste, le *Populaire*. Ce journal ayant échoué dans ses tentatives de devenir organe de la Fédération de la Seine, puis du Parti entier, use d'un moyen oblique et déloyal pour forcer la volonté évidente des militants, et le Conseil d'administration de l'*Humanité* s'est prêté à cette manœuvre sans précédent. Nous en appellerons au Parti lui-même et saisissons les Fédérations de tous ces faits, montrant que la majorité actuelle a d'autres soucis que de servir la cause des exploités et de hâter l'heure de la Révolution sociale.

Agréer, citoyen, nos salutations communistes.

F. Lorient.

MISE EN GARDE

Au moment où le Comité de la 3^e Internationale se disposait à prononcer l'exclusion de la citoyenne Louise Saumoneau, qui est passée dans les rangs de ses adversaires, l'*Humanité* a publié une note annonçant que cette citoyenne n'appartient plus depuis trois mois au Comité.

Cette information est d'autant plus mensongère qu'il y a seulement quelques semaines la citoyenne Saumoneau donnait sa démission de la commission exécutive du Comité, démission limitée qui la laissait membre de ce Comité.

L'intention de dissimuler ses projets pour garder son prestige et son autorité aux récents Congrès du Parti se révèle dans le fait que c'est sous l'égide du Comité et comme l'un de ses représentants qu'elle s'est fait déléguer au Congrès de la Fédération de la Seine et au Congrès de Strasbourg.

Nous mettons en garde les organisations se réclamant de l'Internationale Communiste contre les agissements de la citoyenne Saumoneau qui poursuit une campagne de dénigrement et de diffamation contre le Comité de la 3^e Internationale et ses militants.

Non seulement cette citoyenne a perdu toute qualité pour parler au nom du mouvement communiste, mais encore elle s'est elle-même classée comme l'ennemie la plus acharnée de notre action. Toutes les organisations communistes internationales sont avisées d'avoir à la considérer comme telle.

Les Secrétaires :

F. Lorient. — B. Souvarine.

Edifiante Correspondance

Notre camarade Boris Souvarine a adressé au citoyen Longuet, directeur du Populaire, la lettre suivante :

Au Directeur du Populaire,
Citoyen Longuet,

Le Populaire a publié un entrefilet qui impute au Bulletin Communiste des attaques injurieuses, des calomnies, des insultes contre la majorité socialiste. Comme rédacteur responsable du Bulletin Communiste, j'ai le devoir de vous adresser une brève rectification que la loyauté professionnelle vous contraindra de publier.

Il est faux que le Bulletin ait publié une injure, une calomnie ou une insulte, à l'égard des majoritaires. La meilleure preuve en est que votre rédacteur s'est trouvé dans l'impossibilité d'en citer une. Quiconque lit notre Bulletin se convainc facilement de l'inexactitude de l'assertion du Populaire, et je vous délire de la prouver en produisant un texte.

Par contre, on trouvera dans le Bulletin des critiques dûment motivées des actes de la droite du Parti ; c'est notre droit absolu d'attaquer l'attitude de ceux qui ne cessent précisément de calomnier, d'insulter et d'injurier les communistes. Il ne suffit pas d'attribuer à vos adversaires vos propres procédés pour donner le change. Tous les socialistes savent que ce sont vos collaborateurs qui ont empoisonné nos discussions doctrinales en y jetant des accusations inspirées des méthodes royalistes et policières. Nous ne sommes pas disposés à renoncer à la riposte, tout en vous laissant le monopole de la diffamation.

Salutations communistes.

Boris SOUVARINE.

Le citoyen Longuet n'a pas publié cette lettre et a répondu par le billet suivant :

Citoyen,

Ne tenant pas à donner à nos lecteurs et au parti socialiste le pénible spectacle de polémique faite sur le ton inimaginable de votre lettre, je crois qu'il est préférable, dans votre propre intérêt, de ne pas la publier.

Recevez mon salut socialiste.

Jean LONGUET.

Dans l'intérêt de la vérité, nous publions les deux lettres. Les camarades jugeront.

NOTRE BULLETIN

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit.

Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbuse, etc.
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lou-natcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les Problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

NOTRE SOUSCRIPTION

Les trois premières listes de notre souscription accusaient un total de 546 fr. 75. Ce n'est rien. Notre appel n'a pas été suffisamment entendu.

Dans la dernière semaine, les souscriptions ont été plus nombreuses, mais nous ne pouvons nous déclarer satisfaits.

Si les camarades veulent que vive et se développe le Bulletin communiste, ils doivent se mettre sérieusement à la tâche de diffusion de notre organe, ils doivent inciter les militants à le soutenir par tous les moyens.

A l'ordre du jour de toutes les organisations communistes (syndicales ou sociales) il faut inscrire la question du Bulletin communiste. Abonnements, souscriptions, et commandes par quantités pour la vente dans les réunions ; tels sont les moyens efficaces d'assurer la prospérité du Bulletin.

Les journaux opportunistes ont obtenu de leurs lecteurs des centaines de milliers de francs. Les communistes ne voudront pas être inférieurs en dévouement à leurs organes.

Pour la Troisième Internationale, aidez-nous !

QUATRIEME LISTE

Charlot, Paris, 1 fr. ; Oscar Bloch, 10 fr. ; Anonyme, 5 fr. ; Saint-Denis, 5 fr. ; Brault, les Lilas, 2 fr. ; A..., 1 fr. 50 ; Kier, 10 fr. ; Baudry (10^e arr.), 15 fr. ; Henri Cels, 5 fr. ; Meunier (11^e arr.), 10 fr. ; Deux camarades du Gard, 10 fr. ; Girard, 10 fr. ; Vive la 3^e, 5 fr. ; Deux cheminots, Paris-Etat rive droite, 10 fr. ; Valentin, 2 fr. ; Georges D..., 3 fr. ; Une lectrice communiste, 2 fr. ; Duvernoy, 5 fr. ; Paul C..., 5 fr. ; Un bolchevik belge, 1 fr. ; Groupe de soldats russes du camp de S., 65 fr. ; Marcel Weil, 2 fr. ; Androvani, 1 fr. ; Pousset, 1 fr. ; Antonio Coen, 10 fr. ; Huppert, 5 fr. ; Zens, 5 fr. ; Citoyenne Kaufmann, 10 fr. ; Un admirateur de Trotsky, 2 fr. ; Boutry, 5 fr. ; Eyrolles, 2 fr. ; Un du P. S. I., 1 fr. ; Citoyenne Laudet, 25 fr. ; Salles, 15 fr. ; Pour l'exclusion des traitres, 2 fr. ; Maret, de Lyon, 2 fr. ; Raffin, collecte au groupe, 18 fr. 50.

Total de la 4^e liste..... 276 00
Total des listes précédentes..... 546 75

Total général..... 822 75

Grand merci à nos amis, et particulièrement aux soldats russes dont le dévouement nous touche profondément.

CONVOCATIONS

COMITE DE LA TROISIEME INTERNATIONALE
Jeudi 15 avril

49, rue de Bretagne, à 18 heures, réunion de la Commission exécutive.

A 20 heures, réunion plénière du Comité.

Le Secrétaire.

Les abonnements au Bulletin seront reçus au cours de cette réunion.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)